

<b>Requesting Organization :</b>	Danish Refugee Council				
<b>Allocation Type :</b>	Allocation Standard 1				
<b>Primary Cluster</b>	<b>Sub Cluster</b>	<b>Percentage</b>			
Sécurité Alimentaire		50.00			
Moyens de subsistance et stabilisation des communautés		50.00			
		<b>100</b>			
<b>Project Title :</b>	Réponse d'urgence pour réduire l'insécurité alimentaire et reconstruire les moyens de subsistance des populations de Bocaranga et Kouï				
<b>Allocation Type Category :</b>					
<b>OPS Details</b>					
<b>Project Code :</b>		<b>Fund Project Code :</b>	CAR-17/HCF10/AS1/FSEC-ER/INGO/6229		
<b>Cluster :</b>		<b>Project Budget in US\$ :</b>	399,999.99		
<b>Planned project duration :</b>	9 months	<b>Priority:</b>			
<b>Planned Start Date :</b>	15/08/2017	<b>Planned End Date :</b>	15/05/2018		
<b>Actual Start Date:</b>	15/08/2017	<b>Actual End Date:</b>	15/05/2018		
<b>Project Summary :</b>	<p>Le projet propose une réponse d'urgence en matière de sécurité alimentaire et moyens d'existence aux populations de la zone prioritaire de Kouï-Bocaranga. Après 7 mois de blocage de l'accès humanitaire et de nombreuses violences et exactions, les populations ont abandonné leurs champs et sont décapitalisées. La campagne agricole 2017 sera largement affectée et la sous-préfecture de Kouï risque une crise alimentaire grave. DRC apportera une aide d'urgence partagée à part égale entre les deux clusters SECAL et MSSC, conformément à leurs stratégies sectorielles à travers la distribution d'intrants et outils maraîchers, puisque le calendrier de l'allocation ne permet pas de couvrir la campagne agricole. 135 groupements constitués par un total de 1000 femmes et 350 hommes chefs de ménage, auront accès à une AGR et aux moyens de production et commercialisation des produits maraîchers (activité sous le cluster MSSC). La mise en œuvre des AGR se fera dans le cadre de l'approche caisse de résilience, pratiquée et développée par DRC en RCA depuis 10 ans. Cette approche intégrera notamment le pilier économique à travers le développement d'AVEC pour chaque groupement d'AGR. 1000 bénéficiaires dont 50% de jeunes seront appuyés en Vivre Contre Travail afin d'assurer immédiatement leurs besoins alimentaires durant trois mois (activité sous le cluster SECAL). Il s'agit d'apporter une aide rapide dans le respect du « do no harm » et avec la perspective d'éviter à la jeunesse d'avoir recours à des stratégies de survie négatives. DRC mettra en œuvre ce projet dans le cadre de sa stratégie de réponse holistique sur la zone qui bénéficie déjà des soutiens d'ECHO en matière de protection et du Fonds Bêkou dans le cadre du relèvement précoce. C'est en ce sens que l'appui du Fonds Humanitaire sera complémentaire mais aussi synergique avec les actions en cours et à venir dans la zone de Kouï-Bocaranga. Le volume de bénéficiaires appuyé est équilibré 50/50 entre les deux clusters</p>				
<b>Direct beneficiaries :</b>					
<b>Men</b>	<b>Women</b>	<b>Boys</b>	<b>Girls</b>	<b>Total</b>	
1,175	1,175	0	0	2,350	
<b>Other Beneficiaries :</b>					
<b>Beneficiary name</b>	<b>Men</b>	<b>Women</b>	<b>Boys</b>	<b>Girls</b>	<b>Total</b>
Host Communities	235	235	0	0	470
Internally Displaced People	350	350	0	0	700
Other	590	590	0	0	1,180
<b>Indirect Beneficiaries :</b>					
<p>Si le nombre de bénéficiaires directs de l'appui 2350 individus, on peut néanmoins considérer que l'appui proposé bénéficiera à l'ensemble du ménage, et à ce titre considérer 7400 bénéficiaires indirects.          On considère que les 1350 bénéficiaires de l'appui en AGR et AVEC constituent des chefs de ménages. A ce titre l'ensemble du ménage bénéficie indirectement de l'aide, soit 5400 bénéficiaires indirects (6750 personnes – 1350 bénéficiaires directs).          On considère que parmi les 1000 personnes appuyées dans le cadre du VCT, 500 bénéficiaires sont chefs de ménage. A ce titre, 500 ménages seront des bénéficiaires indirects, soit 2000 personnes (2500 – 500 chefs bénéficiaires directs).</p>					
<b>Catchment Population:</b>					

L'ensemble des communautés utilisant ou habitant à proximité des sites réhabilités par les travaux issus de l'activité VCT font partie de la population cible. La réfection des routes permettra d'améliorer l'accès aux villages ou aux marchés, facilitant ainsi les échanges économiques et communautaires. La réhabilitation des marchés offrira un cadre favorable au développement économique local, notamment pour les débouchés issus des activités agropastorales. Ainsi les populations de Kouï et Degaulle, principaux sites ciblés par le VCT, feront partie de la « catchment population » et verront leur environnement amélioré.

**Link with allocation strategy :**

Le projet de Réponse d'urgence pour réduire l'insécurité alimentaire et reconstruire les moyens de subsistance des populations de Bocaranga et Kouï vise à répondre aux besoins humanitaires urgents des personnes, femmes et hommes, vulnérables affectés par la crise des sous-préfectures mentionnées auparavant, caractérisées par des mouvements de population importants en plus d'un très haut niveau d'insécurité.

La zone Kouï/Bocaranga où le projet sera développé est considérée par la stratégie sectorielle des clusters Sécurité alimentaire et MSSC comme prioritaire. Par rapport aux objectifs principaux de cette allocation, le projet contribuera à l'objectifs suivant : Soutenir la provision d'assistance humanitaire pour répondre à des besoins critiques nouveaux (« life saving ») afin d'assister les personnes vulnérables nouvellement déplacées et retournées et les populations à risque à la suite d'un choc ou d'une crise. Le projet s'inscrit dans la volonté des deux clusters de produire une réponse intégrée entre la sécurité alimentaire immédiate des plus vulnérables et permettre une augmentation de leur résilience à travers leur autonomisation dans la production de denrées alimentaires.

Les activités sectorielles proposées dans cette réponse reprennent donc les priorités de la stratégie de l'allocation en fournissant des intrants et outils agricoles ainsi qu'une aide alimentaire immédiate à travers la modalité vivre contre travail.

Le calendrier de l'allocation standard, ne permet pas de couvrir la campagne agricole 2017 débutée en mai. DRC ne recommande pas d'attendre 10 mois pour rattraper la campagne agricole 2018 au regard de l'urgence des besoins immédiats. Les intrants et outils proposés cibleront donc les activités maraîchères, de production à cycle court. Les activités de vivre contre travail permettront d'éviter les transferts de cash non recommandés dans de la cadre du « do no harm » et au regard de la persistance des groupes armés.

**Sub-Grants to Implementing Partners :**

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

**Other funding secured for the same project (to date) :**

Other Funding Source	Other Funding Amount

**Organization focal point :**

Name	Title	Email	Phone
Anaïs Hely-Joly	Grants Manager	grantsofficer.car@drc-car.org	72 67 04 75
Maria Pade Lange	Programme and Operations Coordinator	maria.pade.lange@drc.dk	+45 33 73 51 21

**BACKGROUND**

**1. Humanitarian context analysis**

En RCA, les crises successives depuis 2013 ont créé des besoins humanitaires pour 2,2 millions de personnes, dont 2 millions uniquement pour la sécurité alimentaire. A ce titre, l'Ouham Pende fait figure de zone prioritaire avec plus de 300 000 personnes dans le besoin et un classement en phase 3 et 4 selon le HRP 2017. Le secteur agropastoral, pilier de l'économie du pays et premier garant de la sécurité alimentaire, a été considérablement affecté par les crises de multiple manière :

- déplacement des populations et attaques répétées dans les villages avec comme conséquence l'abandon des champs,
- vols et pillages des équipements de production, des récoltes, du bétail, abattage incontrôlé des bovins, par les membres des groupes armés,
- disparition des marchés et dysfonctionnement des filières.

Malgré la constitution d'un gouvernement en 2016, l'autorité étatique peine à se redéployer. La situation politico-sécuritaire a donc évolué négativement depuis le mois de septembre 2016 dans l'Ouham Pende avec notamment la prise de la sous-préfecture de Kouï par les groupes armés provoquant un déplacement massif de la population vers les sous-préfectures voisines et notamment les villes de Bocaranga et Ndim.

Cela a entraîné un abandon des champs puisque 76 % des ménages déplacés ont une activité économique basée sur l'agriculture ; une charge supplémentaire et une vulnérabilité accrue pour les familles d'accueil, qui correspond à 81% de la direction des déplacés (ENSA 2016).

Cette décapitalisation des ménages en outils de production, le manque de denrées sur les marchés, la mauvaise fonctionnalité des filières traditionnelles spécifiques de la zone et la transhumance qui génère, de manière cyclique, jusqu'à 50% des cas d'assassinats (mission inter-agences OCHA/UNHCR/OMS/PAM), de déplacements forcés et de destruction de biens, entraînent actuellement une crise liée à la sécurité alimentaire avec un risque d'aggravation soutenu en l'absence d'une réponse orientée vers la recapitalisation des ménages et la reconstruction des filières spécifiques de la zone (élevage et sous-produits).

La sous-préfecture de Kouï connaît depuis 2015 une importante instabilité en raison de sa situation géographique dans un important couloir de transhumance et de la mixité de ses populations musulmanes et chrétiennes. L'installation des groupes armés, la multiplication des incidents de protection et les destructions de nombreux villages ont provoqué une crise humanitaire entraînant le déplacement massif de populations en direction des sous-préfectures voisines.

Dans cette zone particulière, la production agricole est habituellement réduite au simple minimum vivrier. Cette production vivrière ne permet pas aujourd'hui de supporter des chocs notamment de nature sécuritaire, prolongés et répétitifs.

Depuis mars 2017, une tentative de dialogue initiée entre les communautés de Kouï mais aussi l'arrivée de la saison des pluies, marquant le début des semis, poussent les déplacés à quitter le site de l'INS pour des maisons abandonnées de la ville de Degaulle. De même, une partie de la POC de Kouï ayant quitté la ville entame un retour progressif vers leurs habitations et leurs champs. Enfin, un autre mouvement plus profond semble également s'amplifier, celui des réfugiés peulhs musulmans originaires de l'Est de l'Ouham-Pendé et du sud de la Nana-Mambéré arrivent du Cameroun à Kouï dans l'espoir de pouvoir regagner leur domicile. En raison de l'abandon de la plupart des villages périphériques, à l'exception de Sangré-Lim, et de la complexité de sa situation, le RRM n'a pu conduire qu'une évaluation à Degaulle et dénombré 613 déplacés, 400 rapatriés et 2000 retournés.

Ce contexte particulier a entraîné une décapitalisation des ménages en outils de production, une impossibilité de conduire les activités traditionnelles agricoles (abandon des champs) et l'absence de débouchés économiques et travail, notamment pour les jeunes.

## **2. Needs assessment**

Au total se sont 29 691 personnes qui ont fui et sont en situation de grande vulnérabilité dans la préfecture de l'Ouham Pende où déjà 56 % de la population est en insécurité alimentaire (48% d'insécurité alimentaire modérée + 8% d'insécurité alimentaire sévère). La seule ville de Bocaranga comptait, en octobre 2016, 3 320 déplacés selon la mission inter-agences OCHA/UNHCR/OMS/PAM.

De manière spécifique, les ménages accueillant les déplacés ont accès à la terre pour 80% d'entre eux mais ne disposent pas des moyens de productions nécessaires à la culture. La disponibilité en intrants et en denrées alimentaires est fortement limitée.

Le score de consommation alimentaire global des ménages déplacés (SCA) était en octobre 2016 de 27,6. 100% des responsables de ménages interrogés affirment n'avoir qu'une réserve alimentaire d'une semaine et moins. 50% déclarent acheter leurs produits au marché, 17% disent qu'ils vivent notamment des paiements en nature, 10% affirment se nourrir de leur propre production, 7% de l'aide alimentaire (reçu probablement dans leurs villages d'origine) et 61% vivent à travers les dons de la communauté.

Le retour d'une capacité opérationnelle de réponse humanitaire dans la zone a mis en avant des besoins immédiats et critiques en sécurité alimentaire et en moyens d'existence. Le besoin d'une recapitalisation rapide des ménages représente un enjeu majeur permettant de satisfaire à la sécurité alimentaire à travers des AGR orientées vers le maraîchage.

80% des ménages de la zone sont agricoles et possèdent les savoir-faire en matière de culture maraîchère. DRC s'appuiera sur ces capacités locales afin de les renforcer en matière de formations techniques, en outils et en semences. La faible résilience des ménages de la zone apparaît également comme un facteur de vulnérabilité important. C'est en ce sens que DRC intégrera ses activités dans l'approche « caisse de résilience ». Il s'agit de structurer les groupements et de répondre au besoin de gestion organisationnelle et financière des ménages cibles.

Les recommandations des évaluations de la zone, en particulier sur la ville de Degaulle (proximité sud de Kouï) conduite par ACF (MSA) et DRC ont défini deux besoins principaux des populations :

- Un besoin en vivres alimentaires à la population, en particulier aux déplacés, retournés et rapatriés qui présentent une vulnérabilité plus grande à travers l'approche VCT ;
- un besoin en activités génératrices de revenus à cycle court en lien avec le secteur agricole.

DRC orientera sa réponse sur l'axe Bocaranga – Kouï avec une cible privilégiée sur les villes de Bocaranga, Bokongo, Bokaya, Degaulle ainsi que les petites formations villageoises de l'axe, entre ces villes.

DRC appuie son analyse sur :

- 1/ Rapport d'évaluation de la situation des déplacés de Kouï à Bocaranga (décembre 2016). Cette évaluation permet de comprendre la crise en cours dans la sous-préfecture de Kouï ainsi que les profils des populations déplacées
  - 2/ Situation de la Transhumance en RCA suite aux crises de 2013 et 2014, réalisée en 2015 par DRC, sur base d'un financement ECHO. Cette évaluation permet de comprendre la décapitalisation du secteur agropastoral.
  - 3/ Aperçus des besoins humanitaires 2017 et situations humanitaires publiés par OCHA. La situation n°47 établit notamment l'ampleur du déplacement des populations de Kouï (30 000 personnes).
  - 4/ Informations du RRM publiées par ses partenaires (ACF, ACTED).
- DRC intègre dans sa proposition les éléments descriptifs et statistiques de l'ENDS 2016 qui permettent de caractériser l'état de la sécurité alimentaire de l'Ouham Pende ainsi que les tendances générales en matière de décapitalisation des ménages.

## **3. Description Of Beneficiaries**

Les groupes de bénéficiaires se différencient en fonction des deux résultats du projet. L'objectif 1 s'adresse en particulier à la jeunesse de la zone de Kouï afin de leur apporter une aide alimentaire directe et immédiate à travers l'approche Vivres Contre Travail (VCT). Il s'agit dans cette approche de permettre à 500 jeunes d'éviter d'avoir recours à des stratégies de survie négative. 500 autres bénéficiaires constitués de chefs de ménages vulnérables seront également appuyés dans le cadre de cette approche

L'objectif 2 s'adresse prioritairement aux femmes chefs de ménage ayant été décapitalisées par la crise de Kouï. Ces femmes peuvent être retournées/déplacées ou hôtes. Le critère de sélection sera celui de la vulnérabilité. Cependant, DRC envisage, au regard des besoins identifiés la répartition suivante (30% IDPs, 50% retournés, 20% hôtes avec un accent sur les familles d'accueil). Ainsi 75% de la cible du résultat 1 permettra de toucher 1000 femmes dans le cadre du développement d'AGR de maraîchage. Avec un total de 1350 chefs de ménages appuyés, 5400 personnes (5pax/ménage, les 1350 chefs de ménages qui sont en appui direct) bénéficieront indirectement de l'aide. Au total 1350 ménages bénéficieront directement de l'appui à travers le soutien à leur chef de ménage.

#### **4. Grant Request Justification**

DRC est présent depuis 2008 dans la zone et possède une base à Paoua et une sous-base à Bocaranga, offrant une capacité logistique et de déploiement immédiat. Ces bases sont opérationnelles. Depuis 2015, le Fonds Bêkou appuie deux projets sur la zone dans le cadre du relèvement précoce des populations. Les efforts conduits jusqu'à présent en matière de sécurité alimentaire et moyens de subsistance ont été mis en péril par la crise de Kouï étendue en février 2017 à Bocaranga. DRC a pu reprendre ses activités dans la zone de Kouï grâce au retour de l'accès humanitaire notamment dans le cadre du projet Bêkou résilience. C'est en ce sens que DRC avec le soutien d'ECHO met en oeuvre depuis mars 2017 un projet de protection dans la zone Kouï-Bocaranga-Ngaoundaye afin de contribuer à un environnement protecteur. L'appui du Fonds Bêkou et de la FAO permettra à DRC de soutenir 1500 ménages de l'Ouham Pende dans le cadre de la campagne agricole 2017. Cette proposition entre ainsi dans la continuité des efforts multisectoriels fait sur la zone en contribuant à la synergie du mapping bailleur entre Bêkou, ECHO et le Fonds Humanitaire. Le principe est donc d'apporter une réponse holistique adaptée à la situation changeante de la zone, alternant phases d'urgence et possibilités de relèvement précoce.

Les évaluations d'ACF et DRC (RRM et Evaluation Rapide) ont mis en avant un risque très élevé lié à la sécurité alimentaire. 100% des ménages interrogés ne disposent d'une réserve de nourriture que d'une semaine. Les déplacements, l'abandon des champs et la décapitalisation des ménages en outils agricoles ont un impact majeur sur la campagne agricole. Malgré la couverture de 1500 ménages par DRC sur la préfecture en distribution de semences et outils aratoires, la plupart des ménages vulnérables retournés ou déplacés, en particulier ceux ayant une femme comme chef de ménage ne pourront pas être supportés.

L'absence d'accès à la fois humanitaire et commercial durant 7 mois, a entraîné une raréfaction des denrées alimentaires et une augmentation des prix sur les marchés. Cette situation accroît la vulnérabilité des ménages les plus exposés, c'est-à-dire déplacés ou retournés décapitalisés.

DRC ciblera en particuliers les ménages vulnérables en situation de déplacement ou engagés dans un processus de retour afin d'apporter un support immédiat en matière de sécurité alimentaire. Le projet ciblera de manière privilégiée les femmes chefs de ménage en capacité d'avoir une activité de groupe dans le cadre d'AGR de maraîchage. Il s'agit de faciliter l'accès à la production maraîchère puis au commerce de ces femmes afin d'augmenter leur résilience. Le positionnement de DRC dans la zone permettra au quatrième trimestre 2017 (ou début 2018) grâce à l'appui du Fonds Bêkou, de poursuivre l'appui apporté par le Fonds Humanitaire à ces groupements pour une transition de l'aide d'urgence vers leur relèvement.

Une aide d'urgence immédiate sera apportée à travers l'approche Vivres Contre Travail. Cette aide ciblera les ménages les plus vulnérables ainsi que les jeunes de la sous-préfecture de Kouï. Cette approche permettra notamment à la cible jeune d'éviter le recours à des stratégies de survie négatives et d'alimenter les groupes armés de la zone.

#### **5. Complementarity**

DRC met en oeuvre dans les sous-préfectures de Kouï et Bocaranga une réponse holistique à la problématique de l'insécurité alimentaire, prenant en compte la diversité des besoins, de l'urgence au relèvement. DRC positionne ainsi sa stratégie dans une perspective de sauver immédiatement des vies et de renforcer la résilience des populations à travers une aide alimentaire dédiée et multiforme. Présent depuis 2007, DRC représente aujourd'hui un facteur de stabilité et de protection pour les populations, permettant à l'ONG de disposer d'une compréhension fine des besoins et des réponses les plus adaptées. DRC bénéficie actuellement du soutien du Fonds Bêkou qui s'inscrit dans une logique LRRD dans le cadre d'une approche liée à la résilience sur le moyen/long terme des populations via des appuis individuels et communautaires à travers la mise en place d'infrastructures (plateformes multifonctionnelles, centrales d'achat...). Cet appui ne propose pas une réponse humanitaire d'urgence en sécurité alimentaire tel que le contexte actuel le demande. Il permet cependant à DRC de disposer des infrastructures et équipes immédiatement opérationnelles ainsi qu'une très bonne acceptation de la part des communautés. Le soutien du Fonds Bêkou s'exprime également dans la protection de l'élevage grâce à la réalisation de campagnes de vaccination sur l'intégralité de la préfecture de l'Ouham Pende (81 000 bovins, 52 000 caprins). DRC répond à l'urgence en matière de protection dans la sous-préfecture de Bocaranga, grâce au soutien d'ECHO. Enfin DRC appuie la campagne agricole 2017 dans l'Ouham Pende et la sous-préfecture de Bocaranga avec une cible de 1.500 ménages en partenariat avec la FAO.

Enfin, cette action sera complémentaire des actions d'urgence (distribution de kits d'hygiène, réhabilitation de points d'eau pour les déplacés et les familles d'accueil, réhabilitation d'abris etc.) mis en oeuvre dans la zone, sous financement OFDA.

En conclusion, ce projet permet de renforcer la coordination bailleurs dans une zone prioritaire de la RCA, notamment entre les outils de l'Union Européenne (Bêkou et ECHO) et le Fonds Humanitaire, DRC positionne ce projet sur l'une des problématiques majeures non couverte de la zone, l'appui d'urgence à la sécurité alimentaire et la restauration rapide des moyens d'existence.

### **LOGICAL FRAMEWORK**

#### **Overall project objective**

Contribuer à assurer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations affectées par la crise de Kouï-Bocaranga

## Sécurité Alimentaire

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2017 Objectif 1 : Sauver des vies et contribuer à l'autonomie économique de la population.	Objectif 1 SRP - 2017 : Sauver des vies	100

### Contribution to Cluster/Sector Objectives :

Le présent projet contribue aux objectifs du cluster dans la mesure où il s'adresse, à une zone prioritaire du pays comme celle Koui, aux populations déplacées et retournées, en particulier les femmes chefs de ménage, considérées parmi les plus vulnérables, avec une intervention d'urgence pour répondre à la problématique de l'insécurité alimentaire et un appui aux moyens de subsistance. La proposition prend en considération le facteur aggravant représenté par l'impossibilité d'assurer une campagne agricole satisfaisante en proposant une approche vivre contre travail. Pour se faire cela se basera sur une étude de marché et analyse de la situation sécuritaire pour le respect du principe du « do no harm ». Une action coordonnée avec les équipes de protection de DRC déjà opérationnel sur la zone pourront appuyer les campagnes de sensibilisation sur la thématique de l'accès d'urgence aux besoins alimentaires comme facteur de diminution du recourt aux stratégies de survie négatives.

### Outcome 1

Fournir un appui conditionnel en denrées alimentaires aux populations vulnérables des sous-préfectures de Koui et Bocaranga

### Output 1.1

#### Description

La sécurité alimentaire des plus vulnérables et en particulier des jeunes est assurée immédiatement

#### Assumptions & Risks

Ce projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant toute action, DRC mènera via ses équipes et experts, une analyse du conflit notamment sur la zone de Koui pour garantir le respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peuvent s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation proposées.

#### Hypothèses :

- L'environnement sécuritaire permet aux bénéficiaires de conduire leurs activités dans le cadre d'un déploiement et accès humanitaire ouvert.
- La saisonnalité est respectée et les conditions climatiques permettent de réaliser normalement les activités agricoles
- Les communautés cibles du projet sont réceptives à la réponse humanitaire proposée par DRC et s'implique dans les activités

Risques : La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités.

l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités.

(a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires.

#### Mesures de mitigation :

Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario 1 : Crise aigue : DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence (après avis favorable du FH).

Scenario 2 : Crise ponctuelle : DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer avancée.

a) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; b) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes.

a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue. b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

### Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Sécurité Alimentaire	# de personnes en insécurité alimentaire sévère ayant accès de façon régulière à une quantité suffisante et adéquate de nourriture de qualité (données désagrégées par sexe et par âge)	250	750	0	0	1,000

#### Means of Verification : Registres, bases de données

Indicator 1.1.2	Sécurité Alimentaire	# d'infrastructures rurales réhabilitées (stockage, marchés, etc.)					1
-----------------	----------------------	--	--	--	--	--	---

#### Means of Verification : Photos, rapports de progrès, rapport final

Indicator 1.1.3	Sécurité Alimentaire	# de bénéficiaires ayant reçu des transferts d'espèces et/ou des coupons (données désagrégées par sexe et par âge)	400	600	0	0	1,000
-----------------	----------------------	--	-----	-----	---	---	-------

#### Means of Verification : Liste des bénéficiaires, rapport de progrès, rapports financiers

### Activities

#### Activity 1.1.1

Identification et sélection des bénéficiaires :  
 DRC identifiera et sélectionnera 1000 bénéficiaires. La sélection se fera sur base communautaire en prenant en compte deux critères principaux : (i) la vulnérabilité au regard de la décapitalisation du bénéficiaire liée à son statut de déplacé ou retourné, (ii) appartenir à la jeunesse, notamment la jeunesse dite "à risque".

#### Activity 1.1.2

Etude de Marché et expression des besoins :

L'étude de marché permettra de définir la composition du panier alimentaire. Les équipes de DRC relèveront sur le marché les prix des produits. Cette analyse permettra de définir les marchandises et leur quantité à l'intérieur du panier. Sur la base des prix relevés, DRC éditera les contrats fournisseurs afin de s'assurer de l'absence de variation de prix lors de l'achat par les bénéficiaires.

La participation communautaire permettra de définir les besoins et préférences des bénéficiaires dans la composition du panier alimentaire. Un échantillon de 5% des bénéficiaires sera interrogé pour déterminer ces préférences.

#### Activity 1.1.3

Identification des fournisseurs :

Un appel à manifestation permettra de mobiliser les fournisseurs afin de leur proposer une participation au projet à travers une « fiche d'information fournisseur ». Les fournisseurs seront informés des objectifs et de la méthodologie ainsi que des paniers à mettre à la disposition des bénéficiaires. Chaque fournisseur volontaire et répondant aux critères de DRC sur les quantités disponibles, prix et moralité, sera contractualisé. Le contrat spécifie les engagements des fournisseurs et de DRC, les prix pratiqués ainsi que la méthodologie et organisation du projet. Le contrat permet également au fournisseur de s'engager sur le code de conduite.

Chaque fournisseur recevra une attestation nominative, ainsi que la liste des bénéficiaires lui étant affecté. Le fournisseur s'engage à faire signer cette liste par les bénéficiaires s'approvisionnant chez lui.

#### Additional Targets :

#### Moyens de subsistance et stabilisation des communautés

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2017 Objectif 1 : Soutenir la reconstitution des moyens de subsistance en faveur des populations affectées et à risque.	Objectif 3 SRP - 2017 : Préserver la dignité humaine	100

**Contribution to Cluster/Sector Objectives :** Le projet de Réponse d'urgence pour réduire l'insécurité alimentaire et reconstruire les moyens de subsistance des populations de Bocaranga et Kouï vise à répondre aux besoins humanitaires urgents des personnes, femmes et hommes, vulnérables affectés par la crise des sous-préfectures mentionnées auparavant, caractérisées par des mouvements de population importants en plus d'un très haut niveau d'insécurité.

La zone Kouï/Bocaranga où le projet sera développé est considérée par la stratégie sectorielle des clusters Sécurité alimentaire et MSSC comme prioritaire. Par rapport aux objectifs principaux de cette allocation, le projet contribuera à l'objectifs suivant : Soutenir la provision d'assistance humanitaire pour répondre à des besoins critiques nouveaux (« life saving ») afin d'assister les personnes vulnérables nouvellement déplacées et retournées et les populations à risque à la suite d'un choc ou d'une crise. Le projet s'inscrit dans la volonté des deux clusters de produire une réponse intégrée entre la sécurité alimentaire immédiate des plus vulnérables et permettre une augmentation de leur résilience à travers leur autonomisation dans la production de denrées alimentaires.

Les activités sectorielles proposées dans cette réponse reprennent donc les priorités de la stratégie de l'allocation en fournissant des intrants et outils agricoles ainsi qu'une aide alimentaire immédiate à travers la modalité vivre contre travail.

Le calendrier de l'allocation standard, ne permet pas de couvrir la campagne agricole 2017 débutée en mai. DRC ne recommande pas d'attendre 10 mois pour rattraper la campagne agricole 2018 au regard de l'urgence des besoins immédiats. Les intrants et outils proposés cibleront donc les activités maraîchères, de production à cycle court. Les activités de vivre contre travail permettront d'éviter les transferts de cash non recommandés dans de la cadre du « do no harm » et au regard de la persistance des groupes armés.

#### Outcome 1

Reconstruire les moyens de subsistance des populations vulnérables dans les sous-préfectures de Kouï-Bocaranga

#### Output 1.1

##### Description

La production maraîchère de 1350 ménages est améliorée

##### Assumptions & Risks

Ce projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant toute action, DRC mènera via ses équipes et experts, une analyse du conflit notamment sur la zone de Kouï pour garantir le respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peuvent s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation proposées.

**Hypothèses :**

- L'environnement sécuritaire permet aux bénéficiaires de conduire leurs activités dans le cadre d'un déploiement et accès humanitaire ouvert.
- La saisonnalité est respectée et les conditions climatiques permettent de réaliser normalement les activités agricoles
- Les communautés cibles du projet sont réceptives à la réponse humanitaire proposée par DRC et s'implique dans les activités

**Risques :** La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités.

l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités.

(a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires.

**Mesures de mitigation :**

Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario 1 : Crise aigue : DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence (après avis favorable du FH).

Scenario 2 : Crise ponctuelle : DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer avancée.

a) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; b) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes.

a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue. b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

**Indicators**

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# de groupements paysans appuyés (formation/matériel = TECHNIQUE)					135
<b>Means of Verification :</b> Listes de bénéficiaires, Rapports de progrès							
Indicator 1.1.2	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# de ménages (par sexe de chef de ménage) ayant reçu des intrants et équipements agricoles					1,350
<b>Means of Verification :</b> Listes de distribution, rapports de progrès et financiers							
Indicator 1.1.3	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# de ménages (par sexe du chef de ménage) sans source de revenus, qui bénéficie d'une AGR	350	1,000	0	0	1,350
<b>Means of Verification :</b> Listes des AVEC, rapport d'activité							
Indicator 1.1.4	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nombre d'AVEC appuyées par le programme (=ECONOMIQUE)					135
<b>Means of Verification :</b> Listes des AVEC, Rapport Final							
Indicator 1.1.5	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# d'infrastructures socio-économiques nécessaires à l'amélioration des échanges commerciaux partiellement réhabilitées/construites					2
<b>Means of Verification :</b> Photos, rapports de progrès, rapport final							
Indicator 1.1.6	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# d'études de marché réalisées					1

**Means of Verification :** Rapports d'évaluation

**Activities**

**Activity 1.1.1**

Identification et sélection des bénéficiaires :

DRC identifiera et sélectionnera 100 groupements composés en moyenne de 10 bénéficiaires chacun. La sélection se fera sur base communautaire en prenant en compte deux critères principaux : (i) la vulnérabilité au regard de la décapitalisation du bénéficiaire liée à son statut de déplacé ou retourné, (ii) la condition de femme chef de ménage.

**Activity 1.1.2**

**Formation :**

Afin d'assurer la durabilité de l'activité des groupements et ainsi de contribuer à leur résilience et à la durabilité de la sécurité alimentaire acquise grâce au projet, DRC formera les groupements aux itinéraires techniques maraichers, à la gestion organisationnelle et commerciale de leur activité. Dans le cadre des formations trois délégués/groupement seront identifiés en consensus avec le groupement et DRC pour recevoir la formation technique soit un total de 300 personnes (3 délégués par groupement). La durée de la formation sera d'une semaine par cohorte d'apprenants répartis sur 3 semaines afin de ne pas trop contraindre les apprenants dans leurs activités habituelles. Ils seront en charge de diffuser le savoir acquis au sein du groupement avec l'accompagnement de DRC. En plus de cette formation, les groupements seront formés au principe de l'AVEC (Association Villageoise d'Epargne et de Crédit). La mise en place des AVEC renforcera le système de tontine déjà en place et contribuera à la résilience des groupements.

**Activity 1.1.3****Distribution des kits maraichers et kit AVEC:**

Chaque membre du groupement recevra un kit maraicher composé de 2 houes, 1 râteau, 1 pelle, 1 arrosoir, 0,05kg de semences et chaque groupement recevra un kit AVEC composé de : 2 caissettes, cadenas, calculatrice, fournitures de bureau.

**Activity 1.1.4****Suivi et accompagnement :**

DRC mettra en place un suivi rapprochés des groupements à travers la création de Référénts Techniques Endogènes (RTE). Ces RTE choisi dans la communauté et parmi les groupements recevrons une formation renforcée. Ils seront au quotidien auprès des groupements (5 groupements/RTE) et serviront de points focaux aux agents techniques de suivi de DRC.

**Activity 1.1.5****Identification des Travaux communautaire réalisés en VCT de la première composante du projet :**

Les travaux à effectuer seront définis en concertation avec les communautés à l'occasion de mobilisation publiques avec les Leaders communautaires. Il s'agit de pouvoir mettre en œuvre des travaux sur des infrastructures communautaires (réfections de marché, réfections de routes pour faciliter l'accès...). Les marchés seront particulièrement ciblés en raison de leur lien avec les activités de commercialisation maraichères soutenues dans le cadre des AGR.

**Activity 1.1.6****Réalisation des Travaux, paiement des bénéficiaire et paiement des fournisseurs :**

Les travaux seront réalisés par des groupes de bénéficiaires composés de 10 à 15 personnes pendant une durée de 10 jours/mois et cela pendant 3 mois, soit 30 jours de travaux. Le paiement des travaux se fera dans le cadre de l'approche VCT pour une valeur de travail par jour égale à 3\$, soit 30\$ équivalent alimentaire par mois et par bénéficiaire.

Les fournisseurs seront payés par DRC sur remise des coupons et cela en considération de l'approche "do no harm »

**Additional Targets :****M & R****Monitoring & Reporting plan**

Afin d'atteindre le niveau de rigueur, d'apprentissage et de réflexion requis pour l'amélioration de la mise en œuvre, un suivi et évaluation continue et cohérent fera partie intégrante du cycle de gestion du projet. Sous la responsabilité d'un Grants Manager, une équipe composée d'agents de suivi, évaluation et reporting soutiendra les activités de suivi et évaluation du projet.

Avant le démarrage, un atelier sera organisé par l'équipe du projet pour définir, sur base du cadre logique, un plan des indicateurs qui précise les définitions des indicateurs, les outils et les méthodes de collectes, les rôles et responsabilités ainsi que le tableau de suivi de chaque indicateur.

Dans sa mise en œuvre, le projet collectera les données quantitatives et qualitatives à des périodes bien déterminées pour renseigner le tableau de suivi des indicateurs. Les données ainsi recueillies sur une base régulière par le personnel du projet seront ventilées par sexe, vérifiées et validées par le département Grants – MEAL avant d'être utilisées par le projet dans les différents rapports. Des visites de sites et des monitorings trimestriels seront réalisés par le chef de projet et l'équipe suivi et évaluation pour avoir un aperçu complet du niveau de satisfaction des bénéficiaires. Ces données feront objet des discussions au sein du projet pour ajuster les activités suivant les preuves collectées afin de maximiser l'impact.

A la fin du projet, une étude finale interne sera organisée pour apprécier la pertinence, l'efficacité et l'efficacité du projet, en comparaison à des données de base. Cette évaluation finale sera sanctionnée par un atelier de leçons apprises pour un apprentissage organisationnel et un partage d'expériences avec les autres structures impliquées.

**Workplan**

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Identification et sélection des bénéficiaires : DRC identifiera et sélectionnera 100 groupements composés en moyenne de 10 bénéficiaires chacun. La sélection se fera sur base communautaire en prenant en compte deux critères principaux : (i) la vulnérabilité au regard de la décapitalisation du bénéficiaire liée à son statut de déplacé ou retourné, (ii) la condition de femme chef de ménage.	2017								X				
	2018												
Activity 1.1.1: Identification et sélection des bénéficiaires : DRC identifiera et sélectionnera 1000 bénéficiaires. La sélection se fera sur base communautaire en prenant en compte deux critères principaux : (i) la vulnérabilité au regard de la décapitalisation du bénéficiaire liée à son statut de déplacé ou retourné, (ii) appartenir à la jeunesse, notamment la jeunesse dite "à risque".	2017								X	X			
	2018												



<p>Activity 1.1.2: Etude de Marché et expression des besoins :</p> <p>L'étude de marché permettra de définir la composition du panier alimentaire. Les équipes de DRC relèveront sur le marché les prix des produits. Cette analyse permettra de définir les marchandises et leur quantité à l'intérieur du panier. Sur la base des prix relevés, DRC éditera les contrats fournisseurs afin de s'assurer de l'absence de variation de prix lors de l'achat par les bénéficiaires.</p> <p>La participation communautaire permettra de définir les besoins et préférences des bénéficiaires dans la composition du panier alimentaire. Un échantillon de 5% des bénéficiaires sera interrogé pour déterminer ces préférences.</p>	2017									X	X		
	2018												
<p>Activity 1.1.2: Formation :</p> <p>Afin d'assurer la durabilité de l'activité des groupements et ainsi de contribuer à leur résilience et à la durabilité de la sécurité alimentaire acquise grâce au projet, DRC formera les groupements aux itinéraires techniques maraichers, à la gestion organisationnelle et commerciale de leur activité. Dans le cadre des formations trois délégués/groupement seront identifiés en consensus avec le groupement et DRC pour recevoir la formation technique soit un total de 300 personnes (3 délégués par groupement). La durée de la formation sera d'une semaine par cohorte d'apprenants répartis sur 3 semaines afin de ne pas trop contraindre les apprenants dans leurs activités habituelles. Ils seront en charge de diffuser le savoir acquis au sein du groupement avec l'accompagnement de DRC. En plus de cette formation, les groupements seront formés au principe de l'AVEC (Association Villageoise d'Epargne et de Crédit). La mise en place des AVEC renforcera le système de tontine déjà en place et contribuera à la résilience des groupements.</p>	2017									X	X		
	2018												
<p>Activity 1.1.3: Distribution des kits maraichers et kit AVEC:</p> <p>Chaque membre du groupement recevra un kit maraicher composé de 2 houes, 1 rateau, 1 pelle, 1 arrosoir, 0,05kg de semences et chaque groupement recevra un kit AVEC composé de : 2 caissettes, cadenas, calculatrice, fournitures de bureau.</p>	2017										X	X	
	2018												
<p>Activity 1.1.3: Identification des fournisseurs :</p> <p>Un appel à manifestation permettra de mobiliser les fournisseurs afin de leur proposer une participation au projet à travers une « fiche d'information fournisseur ». Les fournisseurs seront informés des objectifs et de la méthodologie ainsi que des paniers à mettre à la disposition des bénéficiaires. Chaque fournisseur volontaire et répondant aux critères de DRC sur les quantités disponibles, prix et moralité, sera contractualisé. Le contrat spécifie les engagements des fournisseurs et de DRC, les prix pratiqués ainsi que la méthodologie et organisation du projet. Le contrat permet également au fournisseur de s'engager sur le code de conduite. Chaque fournisseur recevra une attestation nominative, ainsi que la liste des bénéficiaires lui étant affecté. Le fournisseur s'engage à faire signer cette liste par les bénéficiaires s'approvisionnant chez lui.</p>	2017									X	X		
	2018												
<p>Activity 1.1.4: Suivi et accompagnement :</p> <p>DRC mettra en place un suivi rapprochés des groupements à travers la création de Référents Techniques Endogènes (RTE). Ces RTE choisi dans la communauté et parmi les groupements recevrons une formation renforcée. Ils seront au quotidien auprès des groupements (5 groupements/RTE) et serviront de points focaux aux agents techniques de suivi de DRC.</p>	2017											X	X
	2018	X	X	X	X								
<p>Activity 1.1.5: Identification des Travaux communautaire réalisés en VCT de la première composante du projet :</p> <p>Les travaux à effectuer seront définis en concertation avec les communautés à l'occasion de mobilisation publiques avec les Leaders communautaires. Il s'agit de pouvoir mettre en œuvre des travaux sur des infrastructures communautaires (réfections de marché, réfections de routes pour faciliter l'accès...). Les marchés seront particulièrement ciblés en raison de leur lien avec les activités de commercialisation maraichères soutenues dans le cadre des AGR.</p>	2017									X	X		
	2018												
<p>Activity 1.1.6: Réalisation des Travaux, paiement des bénéficiaire et paiement des fournisseurs :</p> <p>Les travaux seront réalisés par des groupes de bénéficiaires composés de 10 à 15 personnes pendant une durée de 10 jours/mois et cela pendant 3 mois, soit 30 jours de travaux. Le paiement des travaux se fera dans le cadre de l'approche VCT pour une valeur de travail par jour égale à 3\$, soit 30\$ équivalent alimentaire par mois et par bénéficiaire.</p> <p>Les fournisseurs seront payés par DRC sur remise des coupons et cela en considération de l'approche "do no harm »</p>	2017											X	X
	2018	X	X	X	X								
<b>OTHER INFO</b>													
<b>Accountability to Affected Populations</b>													

Avant le démarrage, DRC informera les leaders communautaires et les autorités locales sur le projet : ses objectifs, sa durée, ses cibles, les modalités de l'assistance, etc. Suite à cela la population locale sera informée sur les critères de ciblage à travers des forums communautaires ou des médias locaux.

Pendant la mise en œuvre, le projet impliquera les communautés dans les prises de décisions importantes et fournira publiquement les informations sur les principaux résultats obtenus à travers des canaux de communication adaptés. Tout au long du projet, les bénéficiaires seront impliqués dans le processus de suivi et évaluation, notamment à travers les focus groupes et les entretiens avec les leaders communautaires, pour s'assurer que l'assistance est adaptée à leurs besoins et que les ressources sont efficacement utilisées. Des collectes de données de routine seront organisées pour apprécier la satisfaction des bénéficiaires par rapport à l'assistance reçue et permettra d'ajuster le projet au besoin.

Le projet informera les communautés sur les canaux disponibles pour faire des retours et recevoir des informations. Des mécanismes de plaintes comme des journées portes ouvertes, des boîtes à suggestions, des registres, etc. seront en place pour permettre aux bénéficiaires de porter plaintes ou de faire des commentaires. Un point focal sera désigné sur la base DRC de Bocaranga avec comme responsabilités de recenser les commentaires communautaires et de les remonter au niveau du Chef de projet et de la coordination à Bangui. Ainsi, les commentaires reçus seront traités et répondus à travers un système de gestion qui se trouve sous la responsabilité d'un Responsable en Redevabilité.

Pour promouvoir la transparence et l'impartialité, nous communiquerons clairement sur la mission du personnel de DRC notamment durant les phases critiques d'identification et de sélection auprès des communautés et des leaders communautaires. Nous communiquerons également sur de critères clairement définis pour la sélection des communes, des villages et des participants au projet afin de s'assurer que la participation à notre projet ne sert pas de diviseur. Ainsi, dans le cadre du lancement du projet, nous conduirons une formation sur le Do No Harm en incluant quelques modules sur le genre.

DRC est membre certifié du HAP ([www.hapinternational.org](http://www.hapinternational.org)) et est à ce titre redevable à la fois envers les bénéficiaires, les autorités locales et nationales et plus généralement toutes les parties prenantes des contextes dans lequel intervient. Conformément aux principes de redevabilité, le projet prendra en compte l'implication des groupes cibles dans les prises de décision mais également dans les différents niveaux d'intervention du cycle du projet.

### **Implementation Plan**

En plus de son équipe administration, financière, support et de la coordination programmatique, dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, DRC mettra à contribution:

Une équipe sécurité alimentaire et moyens de subsistance

- 1 Coordinateur pays SECAL/FSL (Expatrié/1mois) apporte son soutien techniques au chef de projet il contrôle également le suivi des procédures, état des dépenses et atteinte des indicateurs. Le coordinateur entretient également le lien entre le projet et le FH.
- 1 Chef de projet SECAL/FSL (Expatrié/8 mois). Il assure la coordination et la mise en œuvre des activités du projet. Il est le garant de la redevabilité envers les bénéficiaires et de l'atteinte des résultats. Le chef de projet assure un reporting interne mensuel et contractuel.
- 5 Agents SECAL/FSL (Nationaux/9 mois). Ils assurent la réalisation des activités sur le terrain.
- 1 Agent M&E (National/4mois). Il s'assure du contrôle qualité du projet et du fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes.

En parallèle, les équipes de la mission RCA continueront à recevoir un support du siège de la part de la cellule technique, et pour les questions relatives à des audits internes.

DRC partage fréquemment et rapidement les informations identifiées et reportées lors des activités à la coordination humanitaire pour le plaidoyer au sein des clusters et le déploiement de réponse d'urgence.

DRC participe fréquemment à la coordination des opérations d'urgence lors des cellules de crise et des comités de pilotage RRM. DRC participe activement dans le groupe « médiation et cohésion sociale », ainsi que groupe de travail sur les solutions durables et la transhumance.

En plus de cela, au niveau de terrain, DRC participe partage des informations sur les activités prévues, les activités réalisées, les difficultés rencontrées avec les autres acteurs au cours des réunions mensuelle de Coordination humanitaire et réunions bimensuelles dans la logique de 4W.

Dans les zones affectées par les conflits, DRC s'appuie sur une méthodologie à base communautaire comme première porte d'entrée pour adapter sa réponse en l'absence de services de bases opérationnels. De plus, les ONG locales, les autorités municipales, les autorités des quartiers et les leaders communautaires, ainsi que les agences spécialisées de l'Etat sont systématiquement impliquées dans les projets (lorsqu'elles sont présentes sur le terrain) et participent à des réunions de coordination sur une base régulière. Des liens réguliers sont entretenus pour une meilleure collaboration. DRC est particulièrement sensible au besoin d'acceptance de ses programmes par les populations, les communautés et leurs chefs respectifs. Une politique de communication basée sur la transparence où les informations non sensibles liées aux aspects programmatiques est à la base du travail de DRC. DRC reconnaît la nécessité d'une plus grande participation des parties prenantes à toutes les étapes des projets développés pour faciliter aussi la pérennisation des actions.

### **Coordination with other Organizations in project area**

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale

### **Environment Marker Of The Project**

#### **Gender Marker Of The Project**

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

#### **Justify Chosen Gender Marker Code**

DRC a respecté les principes du genre dans la programmation des activités au-delà de la parité, notamment à travers le ciblage d'activités préférentiellement pratiquées par les femmes. Les AGR qui ciblent à 75% les femmes, visent à contribuer à la promotion et autonomisation de la femme et à augmenter leur capacité de résilience. Ce choix déséquilibré en faveur des femmes correspond à la réponse à un besoin d'appui aux femmes chefs de ménages vulnérables et potentiellement plus à risque notamment en matière d'incidents de protection (viols, stratégie négative : prostitution).

La pratique du maraîchage et son inclusion dans la filière complète, est traditionnellement une activité portée par les femmes qui commercialisent les produits maraîchers (waligara). La structuration de groupements féminins producteurs et commerçants permet de travailler sur les chaînes de valeur pour un meilleur impact de l'activité.

La balance genre sera rééquilibrée dans le cadre de l'approche VCT. La cible « jeune » espère travailler sur la jeunesse à risque afin de minimiser le recours à des stratégies négatives avec une propension plus forte chez les jeunes hommes. Une part de l'activité VCT sera également dédiée aux ménages vulnérables en prenant en compte le critère de parité hommes/femmes.

### **Protection Mainstreaming**

La présence continue de DRC dans l'Ouham Pende facilite l'implication des communautés bénéficiaires dans la définition et la préparation de cette intervention, et permet à DRC de disposer d'une vision précise des besoins spécifiques et récents de ces populations dans le cadre plus large de la protection transversale.

L'impartialité et le respect des critères de vulnérabilité dans un souci de respect du « do no harm » se traduisent à travers une sensibilisation des populations et autorités locales aux objectifs du projet et aux principes humanitaires.

Un mécanisme de gestion de plaintes est mis en place par DRC dans une logique d'inclusion des principes de protection transversale et de redevabilité. Les informations reçues seront systématiquement analysées et traitées, et pourront servir de base à d'éventuels ajustements opérationnels lorsque cela semblera pertinent ou nécessaire.

Dans le cadre de sa réponse multisectorielle, DRC implémente dans la zone d'intervention un projet de protection en partenariat avec ECHO depuis mars 2017 et pour une durée de 12 mois. Ce projet a pour objectif de reconstituer un environnement protecteur pour les populations. Il contribue ainsi activement à la mise en place d'une protection transversale autour de l'ensemble des activités mises en œuvre par DRC et ses partenaires dans la zone.

### **Country Specific Information**

#### **Safety and Security**

DRC est présent dans la zone d'intervention depuis plusieurs années, et bénéficie de ce fait d'un très bon niveau d'acceptation de la part des populations. De plus, le suivi de la situation sécuritaire effectué par les équipes de terrain (coordinateur terrain, officier de protection dédié, équipe de coordination à Bangui) permet à DRC de faire preuve de réactivité et d'efficacité en cas de détérioration du contexte ou d'incidents sécuritaires. Ce travail a permis à DRC de maintenir ses activités dans une zone qui se trouve toujours sous l'influence de différents groupes armés et est sujette à une criminalité opportuniste chronique ou ponctuelle.

L'expérience de DRC et son bon niveau de réactivité lui a permis de définir des plans de contingence spécifiques et fréquemment mis à jour, qui prévoient des mesures pertinentes et adaptées à une potentielle évolution du contexte sécuritaire dans la zone d'intervention (arrêt temporaire, hibernation etc.).

En cas de situation nécessitant une suspension des activités, DRC prendra contact avec le Fonds Humanitaire le plus rapidement possible pour discuter des différentes options et une relocalisation des activités pourra être envisagée.

#### **Access**

DRC est implanté dans l'Ouham Pende depuis 2007, et bénéficie à ce titre d'une acceptation remarquable dans la zone. DRC possède une base principale à Paoua ainsi qu'une base secondaire à Bocaranga. Ces infrastructures permettent à DRC une opérationnalité maximale grâce à la présence d'une base au cœur de la zone d'intervention.

L'axe Bocaranga Kouï et les villes et villages ciblés sont accessibles par route depuis Makounzi-wali. Après sept mois de fermeture, l'accès à Kouï a pu être ouvert à la suite de négociations avec les groupes armés en présence. Il n'existe plus à l'heure actuelle de barrière sur l'axe. Plusieurs acteurs dont DRC ont pu se rendre à Degaulle (Sud de Kouï) sans entraves pour effectuer des évaluations. La forte concentration d'hommes en armes et la persistance de tensions entre les belligérants peuvent toujours représenter un risque dans la mise en œuvre des activités. Aussi, une attention particulière sera accordée à l'analyse de la situation dans la zone, et sur les axes environnants.

### **BUDGET**

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
<b>1. Staff and Other Personnel Costs</b>							
1.1	Fieldco Ouham Pende (International)	S	1	6,500.00	9	11.11	6,499.35
	<i>Chargé du suivi global technique de l'ensemble des activités de Lvl/Secal</i>						
1.2	Coordo Livelihood (International)	D	1	6,500.00	9	11.11	6,499.35
	<i>Il assure la mise en place des activités de sécurité alimentaire dans la zone.</i>						
1.3	Chef de Projet Food Sec (International)	D	1	4,500.00	8	100.00	36,000.00
	<i>Il assure la mise en place des activités de sécurité aliementaire dans la zone</i>						
1.4	Grants&ME manager (International)	D	2	5,000.00	9	5.55	4,995.00
	<i>Assurer la gestion des contrats, du reporting, du S&amp;E</i>						

1.5	Logisticiens (achat et base) (International)	S	1	5,000.00	9	11.11	4,999.50
	<i>Assure la gestion des mouvements, les achats, le stock</i>						
1.6	Superviseur Food Sec (national)	D	1	850.00	9	100.00	7,650.00
	<i>En charge de la mise en oeuvre des activités de sec. alim sur le terrain. Il travaille sous la coordination du Responsable Food Sec.</i>						
1.7	Agents terrain Food Sec (national)	D	4	550.00	9	100.00	19,800.00
	<i>Ils travaillent sur le terrain et appuient la mise en oeuvre des activités de formation, sensibilisation, distribution.</i>						
1.8	Agent de saisie M&E projet (national)	D	2	519.00	9	22.22	2,075.79
	<i>En charge de la saisie des données pour le suivi et évaluation.</i>						
1.9	Logisticien/maganisinier Bocaranga	S	2	500.00	9	39.67	3,570.30
	<i>En charge du stock à Bocaranga</i>						
1.10	Admin-fin Bocaranga	S	1	865.00	9	33.33	2,594.74
	<i>En charge de la gestion admin/fin sur Bocaranga</i>						
1.11	Chauffeurs Bocaranga	S	5	350.00	9	22.99	3,620.93
	<i>Personnel en charge de la conduite des voitures</i>						
1.12	Gardiens Bocaranga	S	8	350.00	9	17.77	4,478.04
	<i>En charge de la sécurité des locaux</i>						
1.13	Logistique Bangui	S	10	532.00	9	3.33	1,594.40
	<i>En charge de la gestion des stock/mouvement/achat sur Bangui</i>						
1.14	Staff finance Bangui	S	7	865.00	9	3.33	1,814.68
	<i>En charge du reporting financier, de la comptabilité</i>						
1.15	Gardiens/ femmes de ménage Bangui	S	19	300.00	9	6.66	3,416.58
	<i>Securité et entretien sur Bangui</i>						
1.16	Perdiems missions terrain sur Kouï	D	300	10.00	9	11.11	2,999.70
	<i>Per diem pour faciliter la nuitée des staff nationaux à Bamingui (auberge). 300 homme/jour pour 10 USD par jour.</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>112,608.36</b>
<b>2. Supplies, Commodities, Materials</b>							
2.1	Kits AGR maraichage	D	1350	60.00	1	100.00	81,000.00
	<i>le montant couvre 2 houes, 1 rateau, 1 pelle, 1 arrosoir, 0,05kg de semence par kit</i>						
2.2	Kits AVEC / Tontines Améliorées	D	135	75.00	1	100.00	10,125.00
	<i>Kit composé de : 2 caissettes, cadenas, calculatrice, fournitures de bureau</i>						
2.3	Matériel de formation	D	300	25.00	1	100.00	7,500.00
	<i>Fournitures, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si nécessaire)</i>						
2.4	Prise en charge Referents Technique Endogene suivi	D	20	50.00	6	100.00	6,000.00
	<i>Indemnité mensuel pour (RTE) Referents Technique Endogene</i>						
2.5	Panier vivrier	D	1000	30.00	3	100.00	90,000.00
	<i>Vivre Contre Travail : Composition du panier déterminé en fonction de l'étude de marché et de l'expression des besoins des bénéficiaires : 1 distribution par mois pendant 3 mois</i>						
2.6	Coupons VCT	D	1000	2.00	3	100.00	6,000.00

	<i>Reprographie des coupons VCT</i>						
2.7	Transport Materiel / kits (Bangui - Bocaranga)	D	1	2,400.00	2	100.00	4,800.00
	<i>Location camion pour transport kits sur Bocaranga-Koui</i>						
2.8	Journaliers	D	10	16.00	5	100.00	800.00
	<i>Pour dechargement camion kits et materiaux</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>206,225.00</b>
<b>3. Equipment</b>							
3.1	Achat Imprimante	S	1	750.00	1	100.00	750.00
	<i>Pour reprographie des coupons</i>						
3.2	Ordinateurs	S	1	1,000.00	1	100.00	1,000.00
	<i>Pour reporting, S&amp;E, elaboration des outils / fiches de travail</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>1,750.00</b>
<b>4. Contractual Services</b>							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	<i>NA</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>0.00</b>
<b>5. Travel</b>							
5.1	Vol International	S	2	1,200.00	1	100.00	2,400.00
	<i>Vols pour les staffs internationaux impliqués dans le projet</i>						
5.2	Vol interne/ frêt UNHAS	D	3	250.00	7	100.00	5,250.00
	<i>Vol Bangui Batangafo et frêt</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>7,650.00</b>
<b>6. Transfers and Grants to Counterparts</b>							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	<i>NA</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>0.00</b>
<b>7. General Operating and Other Direct Costs</b>							
7.1	Bureau/guest/entrepôt Bocaranga-Paoua	S	2	500.00	9	30.00	2,700.00
	<i>Prise en charge location bureaux / magasin Bocaranga-Paoua</i>						
7.2	Bureau/guests Bangui	S	6	3,360.00	1	38.00	7,660.80
	<i>Prise en charge location bureaux / magasin Bangui</i>						
7.3	Internet/ Communication Bocaranga	S	1	1,500.00	9	40.00	5,400.00
	<i>Frais d'abonnement VSAT, flotte telephones portables, ART</i>						
7.4	Internet/ Communication Bangui	S	5	4,500.00	1	25.00	5,625.00
	<i>Frais d'abonnement VSAT, flotte telephones portables, ART</i>						
7.5	Carburant & Maintenance générateur Bocaranga	S	1	331.00	9	50.00	1,489.50
	<i>Pour assurer le courant électrique dans le bureau</i>						
7.6	Fournitures de bureau Bocaranga	S	1	900.00	9	25.00	2,025.00

	<i>Cahier, bloc notes, stylos, cartouche, toner, etc. pour reporting, outils de suivi, fiche pour les beneficiaires etc...</i>						
7.7	Fournitures de bureau Bangui	S	1	900.00	9	28.00	2,268.00
	<i>Cahier, bloc notes, stylos, cartouche, toner, etc. pour reporting, outils de suivi, fiche pour les beneficiaires etc...</i>						
7.8	Carburant véhicule Bocaranga	S	1	900.00	4	100.00	3,600.00
	<i>Fonctionnement voiture</i>						
7.9	Location véhicule Bocaranga	S	1	3,000.00	6	30.00	5,400.00
	<i>Trajet Bocaranga-Koui</i>						
7.10	Carburant moto terrain (6 motos)	S	6	100.00	2	100.00	1,200.00
	<i>Fonctionnement motos terrain - suivi des groupements/partenaires</i>						
7.11	Maintenance motos terrain	S	6	26.00	2	100.00	312.00
	<i>Fonctionnement motos terrain - suivi des groupements/partenaires</i>						
7.12	Carburant et maintenance Bangui	S	80	1.00	25	100.00	2,000.00
	<i>Fonctionnement voitures</i>						
7.13	Frais bancaires	S	1	589.87	3	100.00	1,769.61
	<i>Frais bancaires sur les virements des salaires des staffs du projet</i>						
7.14	Maintenance base Bocaranga	S	1	338.75	3	100.00	1,016.25
	<i>Assurer le fonctionnement de la base (reparation electrique, eau, nettoyage, petites reparations, etc...)</i>						
7.15	Matériel et aménagements sécu base Bocaranga	S	1	3,132.25	1	100.00	3,132.25
	<i>Rádios, fils berbelés, renforcement portail etc.</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>45,598.41</b>
<b>SubTotal</b>			4,302.00				<b>373,831.77</b>
Direct							291,494.84
Support							82,336.93
<b>PSC Cost</b>							
PSC Cost Percent							7.00
PSC Amount							26,168.22
<b>Total Cost</b>							<b>399,999.99</b>
<b>Project Locations</b>							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Ouham Péndé -> Bocaranga	20	235	235			470	
Ouham Péndé -> Kouï	80	940	940			1,880	
<b>Documents</b>							
Category Name				Document Description			
Project Supporting Documents				ACF RRM - Rapport MSA Kouï 20170407(1).pdf			
Project Supporting Documents				Evaluation Rapide Kouï_Avril 2017.pdf			